

Les eurodéputés pour une procédure d'autorisation plus transparente

© 16/01/2019 |  Terre-net Média

Les produits phytosanitaires utilisés dans l'Union européenne doivent faire l'objet de procédures d'autorisation plus transparentes, ont demandé mercredi les députés européens.

Ce texte non législatif, adopté à 526 voix pour (66 voix contre) par le Parlement européen réuni à Strasbourg, veut permettre notamment aux citoyens « d'avoir accès aux études utilisées dans le cadre de la **procédure d'autorisation** ». Voulant « stimuler l'innovation et promouvoir les produits durables », les eurodéputés appellent aussi la Commission européenne à « **lancer une étude épidémiologique sur l'impact réel des produits phytosanitaires sur la santé humaine** ». Ils recommandent encore que l'exécutif européen, ayant seul la prérogative d'initier des décisions législatives, propose des mesures pour « mettre fin à l'épandage de produits phytos sur de longues distances à proximité d'habitations, d'écoles, de crèches, de terrains de jeux, d'hôpitaux, de maternités ou d'établissements de soins. »

À la suite de la polémique autour du renouvellement 2017 de la licence du **glyphosate**, herbicide contesté mais largement utilisé, le Parlement européen avait créé en février 2018 une commission spéciale sur le thème des produits phytos, chargée de faire des propositions. Les députés européens, reprenant les propositions de cette commission, ont appelé mercredi à un réexamen des études sur la cancérogénicité du glyphosate, ainsi qu'à inclure « la toxicité à long terme » dans les données requises pour les produits phytopharmaceutiques.

Mardi, plusieurs députés européens de gauche et écologistes, avaient critiqué, en se basant sur une étude qu'ils avaient commandée, les autorités sanitaires allemandes pour avoir plagié des pans entiers de l'argumentaire de Monsanto dans leur dossier remis pour le renouvellement de l'autorisation du glyphosate. Le cas du glyphosate doit « cesser d'être synonyme de manque de transparence et de ressources » et devenir pour l'Union européenne une opportunité de « faire de la santé et de l'environnement une priorité capitale », a estimé, dans un communiqué, l'Italienne Simona Bonafé (S&D, gauche). L'eurodéputée française Angélique Delahaye (PPE, droite), ancienne exploitante agricole, a qualifié l'adoption de ce rapport « d'avancée concrète pour les professionnels du secteur agricole et les consommateurs », mais estime qu'il ne s'agit pas de « faire un procès d'intention à certaines molécules utilisées depuis des décennies telles que le glyphosate ». L'association européenne des producteurs de produits phytosanitaires, l'ECPA, espère avec ce texte « pouvoir tourner une nouvelle page dans le débat sur les produits phytosanitaires en Europe », selon un communiqué de son directeur des affaires publiques Graeme Taylor